C. Brendel

POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

LA LUTTE DES ETUDIANTS POLONAIS.

CRISE POLITIQUE EN TCHECOSLOVAQUIE.

L'accord P.C. - F.G.D.S. et
les nationalisations.

Faut-il quitter les syndicats ?
I.- LA FONCTION DU SYNDICAT AUJOURD'HUI.

N° 89 MARS-AVRIL 1968

0,50 F

MENSUEL.

LA LUTTE DES ETUDIANTS POLONAIS

Les manifestations et les grèves qui ont duré trois semaines aux universités polonaises ont provoqué une sévère répression policière : une centaine de blessés, plus d'un millier d'arrestations.

L'interdiction par la censure de la pièce de Mickiewicz, qui était à l'origine de l'agitation chez les intellectuels, devint pour les étudiants le prétexte à des revendications plus générales : "En luttant pour le pièce de Mickiewicz, nous luttons pour l'indépendance et la liberté et pour les traditions démocratiques de notre pays. Cefaisant, nous combattons également pour la classe ouvrière, car il n'y a pas de pain sans liberté comme il n'y a pas d'études sans liberté". Mais bientôt, sous les mots d'ordre de "respect de la Constitution", "liberté d'expression", "démocratie", c'est leur propre droit à manifester que les étudiants durent défendre contre les forces de répression. Il leur fallait rompre l'isolement que la contrainte policière et les calomnies de la presse officielle leur imposaient. C'est donc directement à l'appareil du parti et de l'Etat qu'ils se heurtèrent : nombre de manifestant quittèrent le parti ou en furent exclus. L'isolement fut brisé lorsqu'ils manifestèrent en dehors de l'université et hors du quartier étudiant. La population prit alors connaissance de leurs revendications, les soutint matériellement et participa en partie à leur action.

Le mouvement s'étendit dans plusieurs villes de province, Cracovie, Lublin, Poznan, Gdansk où se sont répétés sensiblement les mêmes événements qu'à Varsovie : manifestations, lutte contre la police et les milices du parti dites "ouvrières", dépôts de motions auprès des instances officielles, arrestations, sanctions contre les parents, réunions d'ouvriers encadrés par la police pour condamner les manifestations. Cependant, les informations se propageant sur les causes et les buts réels du mouvement, celui-ci a suscité le soutien de nombreux travailleurs qui ont organisé même des collectes ou se sont déclarés, comme les "vrais ouvriers" d'une usine de Wroclaw, solidaires des étudiants.

Lorsqu'on constate l'extension rapide de cette lutte, l'ampleur de certaines manifestations, on peut se demander dans quelle mesure elle se limita au milieu étudiant. Gomulka déclarait dans son allocution que sur 1.208 personnes arrêtées, 367 seulement étaient des étudiants. Qui sont les autres ? Plusieurs allusions à des jeunes non étudiants (qualifiés de "houligans" pour les besoins de la cause), permettent de croire à une importante participation de jeunes ouvriers, en apprentissage ou en chômage. Comme les étudiants eux-mêmes viennent pour environ 40 % de milieux ouvriers, on ne peut guère soutenir la thèse d'"un ensemble de privilégiés coupés de la réalité" et posant des problèmes n'intéressant pas les autres couches de la population. Leurs revendications, au contraire, même si elles étaient limitées et manquaient de précision, ne pouvaient qu'être l'expression de l'opposition d'une partie de la population. Pour comprendre ce que cela signifie, il faut donc poser les questions suivantes : puisqu'ils ont trouvé un certain soutien dans la population, que représentent aujourd'hui les étudiants en Pologne et quelles sont les classes et groupes sociaux qui peuvent se retrouver dans leur lutte ? puisqu'ils se sont heurtés à l'appareil de répression de l'Etat, que recherchaient-ils et qu'ont-ils vraiment réalisé ?

*

* *

On ne peut répondre à ces questions sans rappeler les événements de 1956, l'"Octobre polonais". L'hostilité de la population ouvrière et des intellectuels s'est exprimée dès le début de l'année par les critiques portées au régime , y compris dans la presse : dans l'hebdomadaire "Po Prostu", dans "Nowa Kultura", les intellectuels communistes attaquent les privilèges de la bureaucratie, dénoncent la corruption, le gaspillage, exposent la situation de la classe ouvrière, condamnent le stalinisme. En juillet, les ouvriers de Poznan se mettent en grève, manifestent aux cris de "c'est notre révolution, du pain, démocratie, liberté, à bas les bonzes", s'attaquent à la prison et aux locaux du parti; c'est l'émeute, les blindés interviennent mais une partie des soldats fraternise avec les ouvriers; finalement, la révolte est reprimée. Mais l'agitation se développe dans tout le pays. En dépit de la pression de Moscou, des menaces d'intervention, la fraction la plus stalinienne de la bureaucratie dirigeante est liquidée. Gomulka, le "communiste national", l'ancien opposant depuis 49, est rappelé en octobre. On promet des réformes; sous la pression des masses, les syndicats sont épurés des bureaucrates les plus détestés; des conseils ouvriers se constituent dans les usines, comme en Hongrie à la même période. Bientôt, les conseils ouvriers apparaissent comme les seuls organes pouvant assurer la gestion des entreprises par les travailleurs; on commence à se poser la question du rôle politique des conseils. Mais Gomulka et l'appareil du parti freinent le mouvement. La menace russe est devenue une réalité en Hongrie: la révolution hongroise des conseils a été écrasée par l'armée de Khrouchtchev. Gomulka apparaît à l'ensemble de la population comme le seul capable d'éviter le même sort à la Pologne. Pour la grande masse des catholiques dont il vient de reconnaître les droits, pour les paysans opposés à la collectivisation auxquels il permettra de quitter les fermes collectives (92 % des surfaces redeviennent privés), pour les intellectuels qui limitent leurs objectifs à une destalinisation politique et à une "dérussification" culturelle, il représente la seule solution souhaitable.

Face à l'agitation, à l'activité de la classe ouvrière, les dirigeants se sont montrés d'abord favorables aux conseils ouvriers, à condition toutefois que leur rôle soit strictement limité. Un décret de novembre 1956 précise qu'ils doivent "développer l'entreprise, accroître la production, réduire les prix, améliorer la qualité des produits fabriqués, améliorer les conditions de travail et de vie du personnel". Cependant, la volonté des travailleurs d'élargir les compétences des conseils ouvriers se heurte bientôt à la résistance des directions des entreprises et du gouvernement. Le coup de frein de Gomulka s'accentue dans tous les domaines. L'appareil écarte des postes responsables les communistes les plus à gauche, déplace les rédacteurs "révisionnistes" des journaux du parti. En mai 57, Gomulka attaque ceux qui s'imaginent donner un rôle politique aux conseils : "Les conseils ouvriers ne sont pas les organes du pouvoir politique de la classe ouvrière que furent...les soviets . Ils ne sont pas les maillons de l'appareil administratif de l'Etat populaire...Un gouvernement ne peut pas être l'instance suprême des organisations sociales que sont les conseils ouvriers...Bref, toute cette conception n'est qu'une manifestation d'utopisme anarchiste. Il ne vaut pas la peine d'en discuter plus longtemps". On n'en discuta plus très longtemps, en effet. On étouffa progressivement les conseils ouvriers en ne leur laissant qu'un rôle consultatif et ils existent encore actuellement dans ce rôle de figuration.

En même temps qu'on désarmait ainsi la classe ouvrière, on réduisait au silence les intellectuels et les étudiants de "Po Prostu" qui poursuivaient leur critique du régime. En octobre 1957, meetings et manifestations des étudiants sont durement réprimés par la police. Dans le parti, des démissions succèdent aux exclusions des militants de la gauche. La bureaucratie reprend tous les leviers de commande.

Les événements de 1956 on marqué profondément le milieu universitaire où l'agitation est restée latente depuis cette époque. La solidarité des étudiants avec les travailleurs,

toujours présente dans l'esprit des manifestants de 1968, a été exprimée à plusieurs reprises au cours de leur lutte : "Ouvriers, votre cause est la nôtre" proclamait une pancarte de l'Ecole Polytechnique de Varsovie occupée par les étudiants en grève, des délégations d'étudiants sont allées, en plusieurs endroits, expliquer leurs revendications aux ouvriers. Il ne faut donc pas s'étonner de les voir reprendre des mots d'ordre de 1956, en face d'un système bureaucratique d'exploitation identique, pour l'essentiel, à celui que travailleurs et étudiants combattaient il y a douze ans.

*
* *

Cependant, si ce rappel de 1956 peut expliquer les liens du milieu universitaire avec la classe ouvrière et la réaction de la bureaucratie contre toute initiative venant de ce milieu, il ne faut pas cacher les différences, qui découlent non seulement de l'absence d'une intervention ouverte du prolétariat polonais, mais encore de l'hétérogénéité du mouvement actuel et de la confusion que peuvent dissimuler des mots d'ordre généraux.

Il faut, semble-t-il, considérer qu'il y a deux tendances parmi les étudiants. Selon l'expression de l'un d'entre eux : "A l'université, seul le groupe Michnik était organisé, mais il n'a qu'une influence restreinte. La grande masse des étudiants était absolument inorganisée et ne répondait qu'à des réflexes émotionnels et spontanés". Dans le groupe Michnik se trouvaient KURON et MODZELEWKI, condamnés à trois ans de prison en 1965 et réincarcérés lors des derniers événements. La "LETTRE OUVERTE AU PARTI OUVRIER POLONAIS" qu'ils ont rédigée et pour laquelle ils ont été emprisonnés, est le seul document en Pologne donnant une analyse marxiste de la société, décrivant les prémisses d'une crise générale du système et présentant un programme révolutionnaire réaliste (1). Il faut donc distinguer des autres étudiants ceux qui, dans le groupe Michnik et peut-être dans d'autres groupes de province, agissent en fonction de ces conceptions et constituent ainsi l'embryon d'une véritable avant-garde révolutionnaire. C'est de l'analyse de Kuron et Modzelewski qu'il faut partir pour comprendre la situation actuelle de la Pologne.

Les rapports de production sont en Pologne, affirment Kuron et Modzelewski, des rapports d'exploitation. Leur analyse permet de déterminer la nature de classe de la bureaucratie. L'ouvrier est exploité parce qu'il ne possède rien d'autre que sa force de travail qu'il doit vendre. Il ne possède pas les moyens de production, qui sont détenus par la bureaucratie. La classe ouvrière vend donc sa force de travail à la bureaucratie, qui est une classe dominante. Il faut distinguer une bureaucratie centrale politique et une bureaucratie économique, les technocrates. Le but de classe de la bureaucratie est la production pour la production : elle cherche à élargir le capital national et à développer l'appareil productif afin de maintenir sa domination de classe. La production pour la consommation lui est imposée comme une nécessité. Elle paye la force de travail le moins possible et réduit la consommation au minimum. On trouve ainsi un secteur de biens de consommation rétréci à côté d'un secteur de biens de production hypertrophié. Le régime ne parvient pourtant pas à assurer le volume d'investissements qu'exige le développement économique : les capitaux manquent. Mais la classe dirigeante ne peut maintenir la disproportion entre secteur de biens de production et secteur de

---

(1) "Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais" - Editions de la IVème.Internationale, 95, rue du Fbg. Saint-Martin, Paris. Prix : 5 F.
Voir, dans P.O. n°81, nov.déc.66, "Un document capital".

biens de consommation sans perdre entièrement l'adhésion de la population.

Tous les pays du "glacis" se trouvent actuellement en face de ces problèmes et, pour y répondre, certains sont en train de passer du stade du centralisme bureaucratique, qui avait permis d'accomplir une première étape d'industrialisation, au stade de décentralisation et de modernisation de l'outillage et des méthodes qui n'est possible qu'en donnant un plus grand rôle à la couche des "technocrates". La bureaucratie économique est la couche de la population qui a le plus d'intérêt dans les réformes économiques parce qu'elle peut seule les réaliser, ce qui lui garantit un rôle privilégié. Ses intérêts ne sont pas identiques à ceux de la bureaucratie politique qui dirigeait jusqu'ici l'Etat.

Dans ce mouvement de réformes et de "libéralisation" que, dans plusieurs pays de l'Est, la bureaucratie politique elle-même est obligée d'appuyer, la Pologne est l'état le plus en retard, celui aussi où la bureaucratie politique a conservé le monopole du pouvoir. Douze ans de "gomulkisme" se soldent par une dépendance très étroite vis-à-vis de Moscou, économiquement et politiquement. Au sein même du parti, la tendance des anciens staliniens s'est renforcée depuis 1964 et il n'y a pratiquement plus de tendance libérale. La rigidité du régime polonais tient certainement, en grande partie, au fait que la classe ouvrière, après l'expérience de 56/57, n'a pas été complètement écrasée comme en Hongrie. Les réactions des travailleurs polonais au cours d'un véritable processus de "libéralisation" et, surtout, face aux conséquences de réformes économiques accroissant les pouvoirs de la bureaucratie des entreprises, seraient sans doute difficilement contrôlables par le parti et l'Etat. C'est du moins ce que craignent les dirigeants actuels.

Mais la bureaucratie politique, en Pologne, n'a pas seulement peur de la classe ouvrière; elle se trouve également isolée d'autres couches de la population. Le paysannat, dans une situation où l'industrialisation de l'agriculture reste très lente, où le chômage sévit dans les campagnes, où le niveau de vie des agriculteurs stagne, demeure sur une position de réserve hostile. La bureaucratie politique ne peut compter sur l'adhésion réelle d'aucune des principales forces sociales. Dans ces conditions, elle répugne à s'engager dans un procesus de réformes et de "libéralisation" qui, dans tous les cas, devrait se solder par une diminution de ses pouvoirs sinon de ses privilèges.

La bureaucratie économique, par contre, a tout intérêt à voir appliquer les réformes. Elle est prête à décentraliser, à moderniser l'économie en faisant appel aux capitaux étrangers, à satisfaire aux revendications de "libéralisation". Mais, pour cela, elle doit être appuyée par des dirigeants politiques qui comprennent et prennent le risque. Contrairement à ce qui se passe en Tchécoslovaquie, elle n'a pas encore trouvé un tel appui.

Cependant, l'ensemble des problèmes sociaux qui se posent en Pologne devait se traduire en termes politiques chez les étudiants pour lesquels les changements en cours en Tchécoslovaquie ont joué le rôle de catalyseur. Il s'agit d'étudiants qui ne luttent pas conformément à un programme révolutionnaire, mais pour le libéralisme et le réformisme; ceux qui ne seront pas inculpés, comme une camarade de Kuron, pour "préparation et détention de matériel extrêmement nuisible à l'Etat",

L'INFORMATION EN U. R. S. S.:

QUINZE JOURS DE RETARD POUR LES MANIFESTATIONS DE VARSOVIE

Ce n'est que le 22 mars, en ouvrant la "Pravda", que les soviétiques ont eu connaissance des événements de Pologne qui avaient commencé, à Varsovie, le 7 mars. Cette connaissance leur a été fournie par la reproduction intégrale du discours de Gomulka condamnant les étudiants. Voilà encore une preuve que le prolétariat est au pouvoir en URSS !

mais qui représentent, tout de même, un certain danger pour la bureaucratie politique. Ils peuvent lutter pour une plus grande indépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S., pour une démocratie réelle ou pour la pluralité des partis; ils ne peuvent cependant obtenir une satisfaction à leurs revendications parce qu'ils ne sont pas actuellement soutenus par une fraction de l'appareil du parti, comme c'est le cas en Tchécoslovaquie.

Il n'y a que deux perspectives en Pologne : en cas de durcissement du pouvoir, les phénomènes de crise s'accentueront, l'attentisme actuel des travailleurs cessera et la critique révolutionnaire du régime regroupera, comme en 1956, ouvriers et intellectuels, ou bien , face au danger d'une crise grave, une fraction de la bureaucratie politique effectuera un tournant vers l'accélération des réformes et la "libéralisation" et le mouvement étudiant sera alors utilisé par la tendance libérale, pour quelque temps du moins; dans ce dernier cas, l'attitude de la classe ouvrière dépendra, pour l'essentiel, des conséquences sociales concrètes des réformes économiques : les ouvriers polonais ne se paieront pas de mots.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

CRISE POLITIQUE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Le remplacement de Novotny par Dubcek à la tête du P.C. tchécoslovaque s'est rapidement transformé en une vaste épuration de tout l'appareil dirigeant la société. Les bastions des "novotnyens" sont tombés l'un après l'autre. Limogeage de Chudik, président du Conseil National de Slovaquie, révocation du ministre de l'Intérieur Kaudna et du procureur général Bartuka, du ministre de la Défense Lomsky, du vice-président du Conseil Simunek. Finalement, c'est un nouveau gouvernement qui va être formé sous la présidence de Cernik remplaçant le stalinien Lenart. Quelques "bavures", bien sûr : fuite aux U.S.A. du général Sejna emportant des fonds et les plans militaires de l'Est, "suicide" du vice-ministre de la Défense Janko, "suicide" du vice-président de la Cour Suprême Brestransky, spécialiste en procès de haute trahison. Dans le parti lui-même, remaniement tout aussi radical : sur les dix membres du présidium du comité central, trois seulement sont restés en place : Dubcek, Cernik et Kolder.

Presse, radio, orateurs des meetings du parti et des jeunesses renchérissent sur "les abominations du passé", la nécessité d'instaurer un "socialisme démocratique", d'avoir une politique extérieure indépendante, de rétablir des rapports économiques fructueux avec l'Ouest. La censure est pratiquement abolie. On réclame ici et là "un véritable parlement" avec plusieurs "véritables" partis. Des anciens dirigeants sociaux-démocrates sont réhabilités. Les victimes du stalinisme se réunissent en congrès. Les radios et télévisions étrangères sont autorisées à interviewer des étudiants, des économistes, des salariés.

Les jeunes ont manifesté à Prague. Des manifestations ont eu lieu également dans quelques villes de province. Mais nous n'avons pas assisté jusqu'ici à une réelle intervention de la classe ouvrière.

Deux fractions de la bureaucratie dirigeante se sont opposées. Mais si l'une a pu l'emporter sur l'autre c'est bien parce que l'Etat subissait une pression croissante de toutes les classes et groupes sociaux en vue d'un changement dans le sens du libéralisme politique et du desserrement des contraintes. Si la fraction victorieuse de la bureaucratie s'est sentie soutenue par la majorité de la population, si la démagogie "ouvriériste" de Novotny a fait long feu, c'est que l'échec de la gestion du pays par les méthodes de la "vieille garde" est flagrant.

La centralisation rigide de l'économie, l'industrialisation "extensive", le rattachement artificiel aux marchés de l'Est, la dépendance imposée par l'U.R.S.S., le niveau de vie stagnant des salariés ont abouti à une sorte de blocage. Dès 1962, le rythme de développement de l'économie s'est sérieusement ralenti. La productivité du travail n'a pas progressé. Des stocks de marchandises sont restés invendus. Gaspillage et corruption ont fait tache d'huile. Le totalitarisme politique imposé par la bureaucratie du parti a entraîné le désintérêt, l'irresponsabilité à tous les échelons, dans les usines, dans les administrations. La bureaucratie politique au pouvoir a freiné l'application des réformes économiques.

Face à ce bilan de faillite, la fraction "libérale" de l'appareil a déclenché son offensive. Elle s'est faite l'interprète du mécontentement général et, en premier lieu, de celui de la bureaucratie économique - directeurs d'usine, "technocrates", etc. - qui exerçaient une pression de plus en plus forte pour que les réformes soient appliquées et approfondies. Pour la bureaucratie économique, en effet, ces réformes doivent permettre de résoudre ce qu'elle considère comme le problème essentiel : l'augmentation de la productivité. Dans un pays comme la Tchécoslovaquie, déjà industrialisé avant la guerre, il ne s'agit pas de construire à tout prix des nouvelles usines, mais de renouveler l'équipement, de développer les industries rentables, d'introduire la technologie plus avancée des pays occidentaux. L'industrialisation "extensive" appliquée d'après le modèle russe est une erreur. Il s'agit donc de mieux utiliser les capitaux disponibles, de faire des choix, d'emprunter des capitaux à l'extérieur (1); de substituer, dans les entreprises, le profit, la rentabilité aux indices quantitatifs (poids, unités) de réalisation des plans. Il faut enfin développer le secteur des biens de consommation : remplacer la contrainte par des plus grandes possibilités de consommation est le seul moyen d'obtenir l'adhésion des producteurs et de contribuer ainsi à élever leur productivité.

En fait, les bureaucrates de l'économie se considèrent comme les véritables gérants; ils pensent être les seuls capables d'orienter la politique économique à tous les niveaux, y compris au niveau de l'Etat. Aspirant à une plus grande stabilité sociale (mettre fin définitivement aux déplacements injustifiés, aux destitutions abusives, aux inculpations absurdes, etc), ils cherchent à accroître leurs pouvoirs dans les entreprises et dans l'appareil d'Etat.

---

(1) "Il nous faudra recourir à une aide économique, aussi bien des pays capitalistes que socialistes: nous avons besoin d"un crédit à long terme en dollars,libre de conditions politiques", écrit M.Bohumil Simon, directeur de la section économique du PC. tchécoslovaque, dans "Kulturni Noviny", organe du ministère de la Culture. "Vous voulez toute la vérité", dit-il, "La caisse des fonds pour le développement du pays est vide. Tous les crédits, y compris ceux d'investissements, sont épuisés jusqu'en 1970. Depuis le début de l'année 12 milliards de couronnes sont demandés pour des investissements dont le pays n'a pas le premier sou". M. Simon recommande donc qu'on renonce à "la folie des grandeurs", qu'on cesse de financer lourdement des industries déficitaires et qu'on cherche des échanges fructueux avec des partenaires étrangers. (Le Monde,2/4/68).

Les intellectuels, les étudiants, à leur tour, poussent au changement.

La classe ouvrière est restée jusqu'ici étrangère aux événements ; il n'est pas exclu que les ouvriers éprouvent une certaine méfiance pour des changements qui se font sans les consulter. Mais s'ils ne ressentent aucune sympathie particulière pour les bureaucrates de l'économie, ils ne peuvent pas non plus défendre la fraction stalinienne de l'appareil. Si la libéralisation leur en donne les moyens, ou même en interprétant cette libéralisation dans le sens de leurs intérêts, il ne fait pas de doute qu'ils ne tarderont pas à agir, et ce sera alors , à coup sûr, pour mettre en avant leurs propres revendications de classe.

Quant à la paysannerie, son hostilité traditionnelle à la collectivisation bureaucratique, aux contraintes du système, permet de supposer qu'elle ne voit pas d'un mauvais oeil la marche en avant des réformateurs.

*
* *

Le processus de libéralisation aura pour effet une accélération et un élargissement des réformes économiques. L'autonomie des entreprises ira-t-elle jusqu'à l'instauration d'un véritable marché, d'une véritable concurrence entre entreprises ? Le secteur des biens de production sera-t-il organisé selon les mêmes critères que le secteur des biens de consommation ? Jusqu'où iront les réformes ? S'il n'est pas encore possible de répondre à ces questions, on peut prévoir toutefois certaines des conséquences sociales des transformations envisagées.

On assistera vraisemblablement à un accroissement du poids social et des pouvoirs des directeurs d'usines et des spécialistes. La participation des directeurs aux bénéfices sera plus importante. L'appareil dirigeant des entreprises s'efforcera de déterminer l'ampleur et les objectifs des investissements, à se rendre encore plus autonome par rapport aux plans.

Pour les travailleurs, l'ouverture de l'éventail des salaires sera l'une des conséquences probables des réformes. La modernisation de l'équipement d'une part, la reconversion des usines et secteurs déficitaires d'autre part entraîneront des déclassements, des transferts, des licenciements. Dans la mesure où l'on s'efforcera d'ajuster les prix aux coûts de production, une augmentation des produits de consommation courante, de certains services, des loyers est plus que probable. Il se produira une différenciation plus grande au sein même de la classe ouvrière et surtout entre ouvriers et techniciens. L'une des conséquences des des réformes serait donc de rapprocher progressivement les conditions de travail et de vie des ouvriers tchèques de celles des ouvriers des pays occidentaux.

Cependant, de l'aveu même des dirigeants, la période de réorganisation sera assez longue. Et la nouvelle orientation se heurtera à deux problèmes particulièrement difficiles.

Le premier est celui des liens économiques avec l'U.R.S.S. L'extrême dépendance dans laquelle se trouve l'industrie tchèque est illustrée par les chiffres suivants : 82 % du minerai de fer et 98 % du pétrole brut sont fournis par les Russes (le brut livré par le pipe-line dit "de l'amitié" dont Prague a financé la construction, est facturé 15,4 roubles la tonne à la Tchécoslovaquie contre 9,3 à la France et 8 à l'Italie). Quant au deuxième problème, capitaux à emprunter à l'étranger, il risque d'être tout aussi épineux, car la reconversion, grâce à ces capitaux, d'une partie de l'industrie tchèque en fonction des

COMMENT LA "PRAVDA" INFORME LE PUBLIC

"La première allusion aux événements de Prague est apparue jeudi dans la presse soviétique avec la publication, dans la Pravda, d'une analyse abstraite des nouveaux objectifs du parti tchécoslovaque. L'analyse de la Pravda est publiée en page intérieure sous le titre inoffensif "Aux conférences du parti". Aucun nom, ni aucun fait concret ne sont mentionnés." (Le MONDE, 16/3/68).

possibilités offertes par les marchés occidentaux n'irait pas dans le sens des intérêts de l'U.R.S.S. et des autres pays de l'Est.

La libéralisation en cours crée en Tchécoslovaquie une situation ouverte. Un certain nombre de problèmes - liens avec l'U.R.S.S., rapports avec l'Ouest, limites de la démocratisation, rôle du parti et fonctionnement des institutions - peuvent recevoir des solutions différentes; rien n'est encore définitivement joué.

*
* *

C'est la pression des classes qui a déterminé, en dernière analyse, les changements en cours en Tchécoslovaquie. Le corset de fer du stalinisme a pu contenir cette pression pendant vingt ans. Mais au prix d'un blocage des mécanismes et des institutions qui risquait à la longue de provoquer une explosion.

Les changements actuels sont dans une large mesure une opération préventive, une tentative de désamorçage des tensions sociales. Mais les problèmes à résoudre sont de taille. Et la classe dirigeante bureaucratique est loin d'avoir l'homogénéité et l'expérience des classes dirigeantes bourgeoises d'Occident. Certes, un retour pur et simple au capitalisme privé n'est pas possible : ni la bureaucratie ni la classe ouvrière n'y ont aucun intérêt. Mais la fin du totalitarisme politique d'une part, l'introduction sur une grande échelle des nouvelles méthodes de gestion d'autre part auront pour conséquence de mettre en mouvement des classes et des groupes sociaux dont les intérêts sont antagoniques. L'opposition larvée de la classe ouvrière pourrait se transformer à tout moment en lutte de classe ouverte, du moins au niveau de l'entreprise.

C'est ce qui explique la prudence des libéralisateurs, Dubcek en tête.

UNE CERTAINE "PSYCHOSE" DANS LES USINES ...

"On souhaite en tout cas en finir avec cette période de discussion et renvoyer les responsables dans leurs provinces où l'autorité laisse quelque peu à désirer...Des informations non confirmées font état de grèves dans diverses usines ou encore de "prise de pouvoir" par le personnel des entreprises, dont les directeurs ont été mis à la porte... Ces bruits sont parvenus jusqu'au plénum : déjà, mercredi, Mme. Hrdinova avait mis en garde contre la "psychose" qui se manifeste dans les usines et "qui peut conduire à des appels à la grève ou au renvoi des directeurs"...M. Kuba, a révélé lui aussi qu'il y avait eu des tentatives de "remplacement démocratique des fonctionnaires de l'économie". Après avoir signalé que ce mouvement, "s'il n'était pas contrôlé par le parti, pourrait conduire à des conséquences fâcheuses", il a ajouté : "A cet égard, je ne partage pas l'optimisme du camarade Dubcek". Il semble, en effet, que les milieux ouvriers n'ont toujours pas choisi entre "conservateurs" et "progressistes", mais que, ayant le sentiment d'être tenus à l'écart du mouvement de renouveau (leurs syndicats n'ont que très rarement saisi cette occasion de dresser l'étendard des libertés syndicales), ils se cantonnent dans un scepticisme maussade ou encore ils affichent l'"anarcho-syndicalisme".

(Le Monde, 6/4/68).

LECTEUR : SI TU VEUX RECEVOIR REGULIEREMENT CE BULLETIN, ABONNE-TOI.

SI TU VEUX NOUS AIDER, FAIS DES ABONNES AUTOUR DE TOI, ENVOIE-NOUS DES ADRESSES D'AMIS OU DE CAMARADES QUE "POUVOIR OUVRIER" POURRAIT INTERESSER. NOUS LEUR ENVERRONS QUELQUES NUMEROS GRATUITEMENT.

L'accord P.C.-F.G.D.S. et les nationalisations

Le 24 février dernier, le P.C. et la Fédération de la Gauche ont signé un accord mettant en avant les points communs, mais aussi les divergences.

Le P.C., dans les paragraphes du texte où il s'exprime seul, avance un programme assez étendu de nationalisation. "La nationalisation constitue l'instrument moderne du développement économique", nous dit-on. La nationalisation serait aussi le moyen de mettre fin "au pouvoir des monopoles", à leur "main-mise sur l'Etat". Elle permettrait d'apporter des grandes améliorations au sort de la classe ouvrière. Pourtant, en France, les travailleurs font déjà tous les jours l'expérience de secteurs et d'entreprises nationalisés. Cheminots, postiers, mineurs, ouvriers de l'aéronautique ou de chez Renault, employés des assurances, des banques, etc., leur situation est à peu près identique à celle des travailleurs du secteur privé : non seulement ils restent exploités, mais leurs salaires et conditions de travail ne sont pas meilleurs (1).

Cette expérience, le P.C. ne peut pas l'ignorer. Il explique donc qu'il ne s'agirait pas de nationalisations tout court, mais qu'elles devraient s'accompagner de "la gestion démocratique des entreprises".

Qu'est-ce donc que cette fameuse "gestion démocratique" ? Après avoir exposé que les désillusions des travailleurs "nationalisés" s'expliquaient par le fait que l'Etat gaulliste a dévoyé le sens des nationalisations, on nous précise le sens de "la gestion démocratique" : "La participation à la gestion de l'entreprise publique et nationalisée permet aux travailleurs de défendre leur statut et d'établir leurs droits, de peser sur l'orientation de l'activité de l'entreprise. Elle implique l'élargissement des pouvoirs des syndicats et des comités d'entreprise. Elle se traduit par la présence dans le Conseil d'administration des représentants de l'Etat, des travailleurs et des usagers ou consommateurs; elle s'établit sur le principe de l'autonomie de gestion".

Mais qui seraient ces représentants de l'Etat et des travailleurs dans les Conseils d'administration ? Tout simplement des hauts fonctionnaires et des permanents des appareils des partis politiques "ouvriers" et des syndicats. C'est par leur intermédiaire que les travailleurs "participeraient" à la gestion. Mais pour quiconque connaît la distance qui sépare le sommet de la base dans les partis et les syndicats, il apparaît clairement que "l'orientation de l'activité de l'entreprise" échapperait complètement à la masse des salariés.

Quant aux représentants des usagers ou

(1) Le P.C. entretient l'ambigüité suivante : nationalisation = stabilité de l'emploi. Une fois votre entreprise nationalisée, vous n'avez plus d'inquiétude, à vous le statut de fonctionnaire, impossible à licencier, toujours à la même place. Il faut dénoncer ce mensonge par omission. Les travailleurs des entreprises nationalisées, Renault, SNECMA,etc., n'ont aucune garantie de l'emploi. Il y a 4 ans, Renault a licencié 3.000 ouvriers. Dans la fonction publique proprement dite, le statut de fonctionnaire est de plus en plus contourné, tout simplement en ne l'accordant pas ; les auxiliaires sont de plus en plus nombreux ; dans l'enseignement, ils représentent aujourd'hui environ 30 % de l'effectif.

consommateurs, il s'agit sans doute des dirigeants d'organisations plus ou moins réelles d'usagers ou de consommateurs, c'est-à-dire encore une fois de fonctionnaires, de permanents liés à tel ou tel organisme politique ou syndical.

Cependant, l'essentiel demeure que, dans le cadre de cette économie mixte (mi-privée, mi-étatique) envisagée par le P.C., les entreprises nationalisées seraient soumises aux mêmes impératifs fondamentaux que les entreprises privées: investissements, concurrence, marché.

L'extension des pouvoirs du Comité d'Entreprise ne changerait rien à l'affaire. Pour rester compétitive sur le marché - international et même national - l'entreprise nationalisée serait amenée à prendre les mêmes mesures que ses concurrents, français ou étrangers : on établirait les rythmes de travail, la discipline, la hiérarchie, le niveau des salaires en fonction de la productivité à atteindre et des objectifs de production prévus et non en fonction des besoins humains des travailleurs ; le travailleur resterait subordonné à la machine, la technologie à la réalisation du profit: mutations, déclassements, licenciements auraient lieu selon les "nécessités" de la rationalisation et de la concentration industrielle.

Quant à la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise - qu'on réclame aussi bien pour le secteur nationalisé que pour le secteur privé - elle paraît, à première vue, constituer une possibilité supplémentaire pour la classe ouvrière de se défendre. En effet, le délégué du personnel est actuellement souvent en butte à l'hostilité de la direction et dans certaines entreprises, c'est lui le premier à être licencié. Mais dans la mesure où la section syndicale serait reconnue, il y aurait un permanent syndical qui s'en occuperait ; il doublerait le délégué ou bien il prendrait sa place, cette fois-ci sans risque. Or, un permanent (ou semi-permanent) syndical serait beaucoup plus soucieux de faire appliquer les directives de sa centrale que d'exprimer l'opinion des travailleurs de l'atelier ou de l'entreprise.

L'effet principal de la "gestion démocratique" du secteur nationalisé serait donc d'accentuer encore la collaboration des classes : le syndicat se rapprocherait de la direction de l'entreprise et, au niveau le plus élevé, de l'Etat.

Les "pouvoirs des monopoles" se trouveraient considérablement restreints, affirme-t-on, par un tel type de réforme. Mais les structures du pays resteraient capitalistes, mais le système mixte resterait un type d'économie soumis aux lois et aux besoins du capitalisme.

* * *

Pourtant, même ce modèle mixte prôné par le P.C. a-t-il quelque chancé d'être réalisé en France ? Existe-t-il actuellement des forces politiques décidées à l'imposer ? La réponse ne peut être que négative.

Tout d'abord, une semblable réforme susciterait aujourd'hui, en France, une farouche hostilité du patronat, qui n'en ressent pas la nécessité, les patrons préférant rester patrons plutôt que de devenir fonctionnaires de l'Etat, même grassement payés.

Si le P.C. voulait réellement l'imposer, il faudrait qu'il fasse appel à la classe ouvrière, qu'il s'efforce de lier un tel programme à un développement et à un approfondissement des luttes revendicatives, bref qu'il prépare des durs combats. Mais alors il risquerait que la classe ouvrière dépasse peut-être dans l'action les limites de "la gestion démocratique", que des ouvriers commencent à envisager sérieusement une véritable gestion, c'est-à-dire la gestion par les travailleurs eux-mêmes. Or, pour un permanent syndical ou pour un député du P.C. une telle perspective est absolument à rejeter, car la gestion ouvrière est le contraire de la gestion bureaucratique à laquelle ils aspirent.

Mais une autre raison empêche ce programme d'être autre chose qu'un manifeste électoral. C'est que la F.G.D.S. elle-même n'est pas d'accord avec une étatisation aussi étendue. Elle n'envisage, en effet, que quelques nationalisations, très limitées : industries d'armement, banques (création d'une Banque Nationale des Investissements) et seulement "la mise sous contrôle" de l'Etat de certains

secteurs tels que la sidérurgie, l'informatique et l'industrie pharmaceutique.

Un gouvernement PC-FGDS (ou appuyé par le PC) serait donc conduit à appliquer le programme minimum de la FGDS. Or, ce programme, à une ou deux nationalisations près, n'est pas très différent de celui du gaullisme. Car "orienter le secteur privé, qui conserve une large part dans l'économie du pays, vers des objectifs conformes à l'intérêt national", n'est-ce pas le but du Vème.Plan et de toute la politique du gouvernement actuel ? D'autre part, la création d'une Banque Nationale des Investissements correspond bien aux besoins en capitaux de l'industrie privée. De plus en plus, seul l'Etat dispose des capitaux énormes nécessaires à l'industrie moderne. L'exemple de la sidérurgie est des plus probants. Systématiser cette tendance, comme le propose la FGDS, ne correspond à rien d'autre qu'aux intérêts d'ensemble de la bourgeoisie, même si tel ou tel secteur particulier peut s'en trouver lésé.

Mais tant que le gaullisme réalise ce programme et tant que les travailleurs, à la fois échaudés par les échecs passés, chloroformés par les illusions démocratiques et désorientés par l'absence de perspectives, ne représentent pas une menace réelle, la bourgeoisie n'a aucune raison de se séparer du gaullisme.

Il n'est pas impossible pourtant que si la situation économique se dégradait sérieusement en France et si des sacrifices supplémentaires devaient être exigés des travailleurs, elle se tourne alors vers la FGDS qui, grâce à son alliance avec le PC, serait peut-être capable de faire accepter aux salariés une politique d'austérité du type de celle que le gouvernement travailliste applique en Angleterre. Mais rien actuellement ne pousse vers un tel changement.

L'accord PC-FGDS n'a donc aujourd'hui qu'un caractère purement électoral.

-:-:-:

Faut-il quitter les syndicats ?

I- LA FONCTION DU SYNDICAT AUJOURD'HUI

" Au cours de ces deux dernières années, marquées par l'offensive universelle du capital, le mouvement syndical s'est sensiblement affaibli dans tous les pays. Sauf de rares exceptions (Allemagne, Autriche), les syndicats ont perdu un grand nombre de leurs membres. Ce recul s'explique à la fois par les vastes offensives de la bourgeoisie et par l'impuissance des syndicats réformistes, non seulement à résoudre la question sociale, mais même à résister sérieusement à l'attaque capitaliste et à défendre les intérêts les plus élémentaires des masses ouvrières.

Devant cette offensive capitaliste d'une part et cette collaboration de classe persistante d'autre part, les masses ouvrières sont de plus en plus désabusées. De là non seulement leurs tentatives pour créer des groupements nouveaux, mais encore la dispersion d'un grand nombre d'ouvriers conscients qui quittent leurs organisations. Le syndicat a cessé d'être pour beaucoup un foyer d'agitation parce qu'il n'a pas su et dans bien des cas il n'a pas voulu arrêter l'offensive du capital et maintenir les positions acquises. La stérilité du réformisme s'est manifestée avec évidence dans la pratique.

Le mouvement syndical porte, dans tous les pays, un caractère d'instabilité foncière; des groupes assez nombreux d'ouvriers ne cessent de s'en détacher, tandis que les réformistes continuent assidûment leur politique de collaboration de classes, sous prétexte "d'utiliser le capital au profit des ouvriers". En fait, le capital a continué d'utiliser dans ses intérêts les organisations en les rendant complices de l'abaissement du niveau d'existence des masses. La période écoulée a surtout renforcé les liens qui existaient déjà entre les gouvernements et les meneurs réformistes, de même que la subordination des intérêts de la classe ouvrière à ceux de ses dirigeants."

(Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical.
IVème. Congrès de l'Internationale Communiste, novembre 1922.)

Plus de quarante ans ont passé. Le monde de 1968 n'est pas celui de 1922. L'expansion de l'économie qui a suivi, après la deuxième guerre mondiale, une première période de reconstruction, a permis un relèvement substantiel du niveau de vie dans les pays industrialisés. Mais, en contre-partie, on a enregistré un accroissement formidable de la productivité du travail, c'est-à-dire de l'exploitation ; une soumission plus grande du travailleur aux besoins de l'appareil productif, c'est-à-dire du capital. Mais, dans le cadre de l'économie mondiale, les besoins en plus-value des entreprises capitalistes et de l'Etat, qui doivent faire face à des investissements croissants, se traduisent par une politique de contrôle des salaires, de rationalisation et de concentration qui, à l'heure actuelle, prend l'aspect d'une "offensive du capital" contre les travailleurs.

Plus de quarante ans ont passé. Les liens entre les chefs réformistes et les gouvernements sont devenus encore plus solides. Les dirigeants syndicaux collaborent de façon permanente, organique - et non plus épisodique - avec le patronat et l'Etat en vue de maintenir "la paix sociale". A leur tour, les responsables syndicaux communistes sont devenus réformistes.

Dirigés par une bureaucratie incontrôlable et inamovible, les centrales syndicales n'apparaissent plus comme des organes de lutte de la classe ouvrière mais comme des institutions faisant partie des mécanismes régulateurs du fonctionnement de la société.

De la fonction contre-révolutionnaire des bureaucraties syndicales, de la tendance à l'intégration des syndicats à l'Etat, de la difficulté de s'opposer aux fonctionnaires qui monopolisent la direction des centrales, des militants tirent une conclusion qui leur semble logique : "quittons les syndicats", "invitons les travailleurs à s'organiser eux-mêmes sur la base des entreprises".

Certes, ces idées ne sont répandues que par des petits groupes. En France, à l'heure actuelle, les luttes ouvrières continuent d'emprunter le canal syndical. Mais le détachement d'une grande partie des travailleurs par rapport au syndicat, la persistance et même l'extension des grèves sauvages dans des pays comme l'Angleterre et la Belgique, les difficultés concrètes que recontrent les militants syndicaux se plaçant sur une position de classe, nous poussent à examiner encore une fois les deux problèmes suivants :
1) Quelle est la fonction du syndicat aujourd'hui ? ; 2) Quelle doit être l'attitude des militants révolutionnaires par rapport au syndicat ?

LA BUREAUCRATISATION DES SYNDICATS

Dans les pays industriels avancés, les syndicats de masse n'ont jamais joué un rôle révolutionnaire. Dans des situations de grave tension sociale, des organisations syndicales ont été amenées, sous la poussée des ouvriers, à soutenir des luttes très dures, parfois presque insurrectionnelles. Mais la direction des centrales est toujours restée dans les mains des réformistes et l'appareil dirigeant s'est toujours rangé, aux moments de crise, du côté de la bourgeoisie et de l'Etat.

Jusqu'à la veille de 1914, le syndicalisme révolutionnaire français avait pu faire illusion. Bien que minoritaire au point de vue des effectifs, le courant révolutionnaire domine la C.G.T. Au début du siècle, le prolétariat français mène des grandes grèves pour l'augmentation des salaires et la journée de 8 heures. En 1906, le Congrès d'Amiens déclare qu'à côté de l'oeuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme "prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale".

Mais des résolutions de Congrès - fut-ce même la Charte d'Amiens ! - n'expriment qu'une étape de la vie d'une organisation. De 1906 à 1914, la tendance révolutionnaire perd pied, se désagrège, la plupart des dirigeants, Jouhaux en tête, deviennent réformistes. Lorsque la guerre éclate, de concert avec la S.F.I.O. qui prend deux places de ministre dans le gouvernement bourgeois, la C.G.T. s'engage dans l'Union Sacrée contre "les boches". Les anti-militaristes de la veille deviennent des fermes soutiens de la défense nationale : "C'est la haine de l'impérialisme allemand qui nous pousse !", s'écrie Jouhaux aux obsèques de Jaurès. Il sera Commissaire du Gouvernement de l'impérialisme français quelques mois plus tard. La bureaucratie réformiste dirigera désormais la centrale française (1).

(1) Une minorité de syndicalistes révolutionnaires, dont Rosmer et Monatte, s'était opposée à la politique patriotarde de la C.G.T. Le syndicalisme révolutionnaire a survécu, en tant que tendance minoritaire, au sein de la C.G.T. d'abord, de la C.G.T.U. ensuite, puis, de nouveau, dans la C.G.T. et finalement dans F.O. et la F.E.N.

En Angleterre, le mouvement syndical n'a jamais envisagé une transformation révolutionnaire de la société. Pour le Trade-Unionisme, la défense des intérêts professionnels des salariés était le seul et unique but des syndicats ; travail et capital étaient deux facteurs de la société se complétant mutuellement. Alliés aux socialistes réformistes dans le Labour Party, les dirigeants trade-unionistes, s'ils dépassèrent le cadre corporatif et syndical, ce fut pour s'engager dans une collaboration de plus en plus étroite avec la bourgeoisie et l'Etat.

En Autriche et en Allemagne, le mouvement syndical fut influencé dès le début par les idées socialistes. Mais, étroitement liés à la social-démocratie, les syndicats austro-allemands suivirent jusqu'à 1914 la même politique réformiste fondée sur la possibilité d'une marche graduelle et pacifique vers "le socialisme"...marche qui déboucha, comme on le sait, sur l'appui des syndicats à la guerre menée dans l'intérêt de la grande industrie allemande.

Aux Etats Unis, la Fédération Américaine du Travail prit dès le départ, et conserva toujours, un caractère particulièrement réactionnaire. Son appareil dirigeant se déclara en toute occasion fermement partisan du système capitaliste, dont les ouvriers devaient simplement se contenter de tirer le plus possible d'avantages, et lutta farouchement contre toute ingérence des groupes et courants révolutionnaires.

Dans l'entre-deux guerres, tout comme au cours de la deuxième guerre mondiale, les centrales syndicales sont demeurées dans les pays industrialisés des fermes soutiens des classes dominantes nationales chaque fois que celles-ci se sont trouvées menacées.

Si les syndicats de masse n'ont jamais joué un rôle révolutionnaire dans les pays ~~avancés, s'ils ont été constamment dirigés par une bureaucratie conservatrice~~, c'est que leur nature même les empêchait de devenir des instruments de la lutte pour le socialisme.

Pendant la première phase de développement de la grande industrie, les syndicats ont eu pour fonction d'organiser les travailleurs en vue d'améliorer leur situation matérielle. Dans la mesure où ils ont été traversés par des courants socialistes, ils se sont donné, dans certains pays, pour but final l'abolition du salariat, de l'exploitation capitaliste. Mais de même qu'il est parvenu à "absorber" la social-démocratie, le capitalisme est arrivé à faire abandonner aux syndicats toute visée - même lointaine - sur la transformation socialiste - même pacifique - de la société. Abolition du salariat, de l'exploitation capitaliste ont été remplacées par "politique contractuelle", "planification de l'économie".

C'est la bureaucratie syndicale qui a été l'instrument de cette adaptation des syndicats au régime. Engendrée au début par la classe ouvrière elle-même, cette bureaucratie s'est multipliée et renforcée à mesure que les syndicats prenaient du poids.

La croissance des organisations syndicales a suivi le développement de la grande industrie. Les syndicats sont devenus des organisations groupant des millions d'adhérents, disposant de fonds considérables, de locaux, d'immeubles, créant et gérant des associations annexes, coopératives, mutuelles, etc. Cette croissance a donné lieu à la formation d'une catégorie de permanents "ouvriers" qui ont eu pour fonction de représenter les ouvriers, de gérer les associations créées par les travailleurs. Les tâches grandissantes d'organisation et de coordination, ainsi que l'activité quotidienne dans le cadre d'une législation du travail toujours plus complexe, ont été assumées en permanence par les fonctionnaires syndicaux. Professionnels de la "défense des intérêts des salariés", les fonctionnaires syndicaux ont progressivement identifié ces intérêts à ceux de leurs organisations syndicales et, pratiquement, à ceux de l'appareil syndical, c'est-à-dire à leurs propres intérêts.

De leur côté, les capitalistes, face aux luttes déclenchées par les travailleurs, ont compris l'utilité de nouer des liens avec leurs représentants, d'établir avec eux une certaine forme de collaboration. En reconnaissant la représentativité de la bureaucratie syndicale, la bourgeoisie s'ouvrait la possibilité d'exercer un contrôle, indirect il est vrai, sur la classe ouvrière.

Soucieux de conserver et d'élargir les améliorations déjà obtenues, mais aussi de maintenir et d'étendre leurs fonctions dirigeantes, les fonctionnaires syndicaux, tantôt liés à la social-démocratie tantôt se cantonnant dans un "apolitisme" qui leur permettait de refuser de dépasser le cadre professionnel, se sont progressivement engagés dans la voie de la collaboration : un réseau d'organismes "mixtes", composés de représentants des syndicats, des patrons et de l'Etat, s'est créé peu à peu dans les pays industrialisés. La bureaucratie syndicale est devenue ainsi l'ennemi acharné de toute transformation révolutionnaire.

Mais si la bureaucratie syndicale a pu s'engager dans cette voie c'est parce que la fonction même du syndicat dans le cadre du capitalisme le lui permettait. Groupant des couches importantes de salariés, agissant en vue d'améliorer leur sort sans toucher aux rapports de production existants, le syndicat était amené à établir des relations avec les institutions représentant le capital alors que, d'autre part, il tendait à reproduire dans son propre sein les structures hiérarchiques de la société.

En tant qu'organisation représentant la grande masse des salariés - et non seulement la minorité la plus combative et la plus consciente - le syndicat ne pouvait que refléter les besoins immédiats et le niveau de conscience de la grande masse. Or, la classe ouvrière, dans sa majorité, ne conteste pas la société en permanence. La situation des travailleurs dans la production et la vie sociale est, en effet, contradictoire : forcés de s'opposer à l'exploitation qu'ils subissent quotidiennement, ils doivent en même temps participer au système qui les exploite. C'est eux qui le font fonctionner. Participer au système, cela signifie être modélé par lui dans une large mesure. Ce n'est qu'au cours des périodes de graves tensions sociales, de luttes de classe intenses que les conditions apparaissent pour que le prolétariat puisse faire la critique, pratique et globale à la fois, de l'exploitation et de la société. Autrement, la résistance à l'exploitation reste limitée, pour la grande masse, à l'action pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail, même si, au cours des mouvements, des minorités peuvent prendre conscience de la nécessité d'une transformation révolutionnaire.

En l'absence d'une opposition globale et permanente des masses à la société établie, la tendance à l'adaptation au cadre capitaliste ne pouvait que l'emporter dans les syndicats. Et dans la mesure même où le poids social croissant du prolétariat incitait la classe dominante à passer de la politique purement répressive à une politique de réglementation de "la question sociale" et de reconnaissance des syndicats, l'adaptation ne pouvait à la longue que prendre la forme d'une collaboration organique entre représentants de la classe dominante et représentants des syndicats. Or, les mêmes raisons qui avaient poussé les syndicats à s'adapter au régime faisaient que l'organisation et la coordination de la vie syndicale échappaient aux simples syndiqués et tombaient dans les mains des fonctionnaires syndicaux. Ces "spécialistes" - élus ou cooptés - devinrent rapidement les seuls représentants officiels des centrales syndicales.

La bureaucratisation des syndicats n'a donc pas été un "accident historique", mais un processus résultant à la fois du développement des syndicats eux-mêmes et de la situation du prolétariat dans la production et la vie sociale.

LES SYNDICATS PEUVENT-ILS DEVENIR REVOLUTIONNAIRES ?

Mais ce processus d'adaptation des syndicats est-il irréversible ? ou bien, au contraire, l'entrée en lutte des masses, et à plus forte raison le développement d'une activité révolutionnaire par des fractions importantes de la classe ouvrière peuvent-ils créer les conditions du renversement de la bureaucratie syndicale et de la transformation du rôle du syndicat ?

C'était la thèse soutenue par l'Internationale Communiste. C'est celle des trotskystes aujourd'hui. Une montée de la lutte de classe du prolétariat devrait non seulement permettre au courant révolutionnaire de conquérir la direction des syndicats, mais encore de les transformer en instruments de la lutte pour le communisme.

"Etant donné la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les syndicats, et considérant le caractère objectivement révolutionnaire de la lutte que ces masses mènent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du communisme." (IIème. Congrès de l'I.C., juillet 1920).

"La tâche des éléments révolutionnaires ne consiste pas à détacher des vieux syndicats les éléments les plus conscients et à créer des petits groupements syndicaux, elle consiste à inculquer l'esprit révolutionnaire aux syndicats tout en restant dans leur sein et, en participant à la lutte révolutionnaire de tous les jours, à les transformer en un instrument de la révolution sociale." (Ier. Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, juillet 1921, à Moscou).

Cette thèse a-t-elle été confirmée par l'expérience historique ?

Ce qu'on a constaté en réalité c'est que chaque fois que l'action du prolétariat a tendu à dépasser le cadre capitaliste, c'est-à-dire à se transformer en action révolutionnaire, des organismes nouveaux sont apparus (soviets, conseils ouvriers, comités d'usine) regroupant les travailleurs pour des tâches et des buts qui visaient objectivement, dès le départ, à la destruction des anciens rapports d'exploitation. Ces organismes ont assumé, à des niveaux différents, des fonctions de contrôle et de gestion. Ils ont été des organes de lutte tendant à se transformer en organes de pouvoir sur le terrain économique et politique. Russie 1917, Allemagne, Italie, Hongrie 1918/1920, Espagne 1936/1937, Pologne, Hongrie 1956 : au cours de ces périodes révolutionnaires, soviets, conseils ouvriers ou comités d'usine ont exprimé la tendance du prolétariat à s'emparer de la gestion des entreprises et à exercer le pouvoir politique. Sans atteindre le même niveau d'activité, des comités ouvriers sont apparus dans d'autres pays au cours des périodes de grandes luttes de classe (1936 en France, par exemple).

Certes, l'entrée en lutte des masses a contraint les appareils syndicaux à organiser des grèves importantes, à adopter même parfois des attitudes "radicales". Mais la lourdeur des structures syndicales, la compléxité des rouages de l'appareil, la résistance de la bureaucratie, appuyée directement ou indirectement par le patronat et le gouvernement, ont empêché la pression de la base d'aboutir à une "régénerescence" des syndicats. La bureaucratie syndicale a appliqué une politique préventive qui s'est revelée très efficace: elle a expulsé les éléments révolutionnaires des syndicats, n'a pas hésité à provoquer des scissions et a préféré s'amputer d'une partie des adhérents plutôt que de céder au courant révolutionnaire.

Telle a été l'expérience non seulement de la période qui vit la création de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge, mais encore des années qui suivirent jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

La thèse de l'I.C. s'est revelée fausse : pas plus en période de stabilité qu'en période de luttes de classe intenses, le syndicat n'est devenu un instrument de la lutte pour le communisme.

La situation est-elle différente aujourd'hui, des facteurs nouveaux seraient-ils apparus permettant de penser que les syndicats pourraient devenir ce qu'ils n'ont jamais été : des organisations agissant en vue de renverser le capitalisme ? ou bien, au contraire, l'intégration des syndicats à l'Etat est-elle déjà un fait accompli ?

Trotsky écrivait déjà en 1940 :"Il y a un aspect commun dans le développement, plus exactement dans la dégénerescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pou voir d'Etat" ; "...la tendance à fusionner avec l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats".(2)

Ces "conditions sociales communes" sont le résultat de la concentration des pouvoirs politiques et économiques dans les mains de l'Etat. L'intervention de l'Etat dans la vie économique, la réglémentation de la vie sociale d'une part, le dépérissement du Parlement et des autres institutions représentatives d'autre part font que, pour le syndicat, l'Etat apparaît de plus en plus comme le seul "interlocuteur valable". De son côté, le patronat se retranche derrière l'autorité de l'Etat non seulement pour des problèmes importants, mais même pour des questions secondaires. C'est à l'Etat que les syndicats doivent, en dernière instance, s'adresser.

L'Etat impulse le développement de tel secteur de l'économie, pousse à la reconversion de tel autre ; dans certaines limites, il peut ralentir ou accélérer l'expansion, ~~crée ou absorber le chômage ; il contrôle le niveau des salaires~~, détermine le taux des prestations sociales, des allocations aux sans travail, le montant des retraites, la durée du travail. En France, où il gère des secteurs entiers de l'économie, l'Etat est le plus grand patron.

Cette emprise croissante de l'Etat résulte de la nécessité de prévenir les heurts, les déséquilibres dans l'économie, d'assurer le fonctionnement régulier de secteurs et de services indispensables à l'appareil de production. Elle résulte en même temps de la nécessité d'exercer un contrôle sur le prolétariat, "force de travail" qui fait marcher cet appareil.

L'Etat doit donc obtenir une collaboration toujours plus étroite de la bureaucratie qui, par le canal du syndicat, exprime et mutile à la fois les revendications des travailleurs.

De son côté, la bureaucratie syndicale accepte pleinement se rôle d'intermédiaire qui lui permet de se maintenir dans ses fonctions dirigeantes et qui, peu à peu, lui donne une place dans les institutions de la société. Cette place, elle l'occupe dans les nombreux organismes de collaboration qui se situent aussi bien au niveau de l'usine qu'au niveau régional ou national. Mais c'est aussi par ses liens avec les partis politiques qu'elle s'insère dans le régime. Bureaucratie syndicale et bureaucratie politique ont été de tous temps alliées. Mais la dernière guerre et la période de la Libération ont renforcé ces liens. Les bureaucrates cumulant les fonctions et devenant interchangeables, la distinction

---

(2) "Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste".

entre "politique" et "syndical" est devenue purement formelle (3).

Dans la phase actuelle du capitalisme, les "liens entre les gouvernements et les meneurs réformistes" que l'I.C. dénonçait en 1922, "la tendance à fusionner avec l'Etat" que Trotsky constatait en 1940, loin de s'affaiblir ne peuvent que se renforcer. Dans ces conditions, l'entrée en lutte des masses, le développement même d'une activité révolutionnaire par des fractions importantes de la classe ouvrière ne pourraient pas aboutir à une "régénerescence du syndicat", à la conquête de la direction des centrales par les courants révolutionnaires. Les violents conflits qui opposeraient alors les travailleurs aux appareils syndicaux se traduiraient sans doute à la fois par des scissions multiples à la base des syndicats et par l'apparition de nouveaux organismes de lutte du type comités.

Cependant, la tendance à la fusion n'est pas la fusion tout court. Les permanents syndicaux ne sont pas des fonctionnaires de l'Etat. Cette fusion ne s'est opérée réellement que sous les régimes totalitaires - fascisme, stalinisme - Le syndicat est devenu alors un organe qui a eu pour fonction principale de surveiller les ouvriers et d'accroître la productivité du travail. D'ailleurs, même dans ce cas, on voit par les exemples de l'Est et du franquisme que les fonctionnaires "syndicaux" doivent tenir compte dans une certaine mesure des revendications des travailleurs et que ces derniers peuvent utiliser les possibilités de se réunir qu'offre malgré tout ce type de "syndicat" pour organiser une certaine résistance.

La participation des partis politiques dits ouvriers au gouvernement entraîne aussi un resserrement des liens entre les syndicats et l'Etat. P.C. et S.F.I.O. après la Libération en France, travaillisme en Angleterre, par exemple. Des dirigeants syndicaux sont alors dans un gouvernement dont les syndicats appuient la politique : productivité, blocage des salaires, etc. Mais la fusion n'est pas réellement accomplie. En effet, si les partis dits ouvriers quittent le gouvernement, les syndicats qu'ils contrôlent reprennent une certaine distance par rapport au Pouvoir., tout en ne cessant pas de collaborer avec l'appareil d'Etat.

Cela signifie que, sous un régime de démocratie capitaliste, la politique de la bureaucratie syndicale ne peut pas être identique à celle de la bourgeoisie. Les bureaucrates syndicaux tirent leur force du fait qu'ils représentent les travailleurs et du fait que les intérêts des travailleurs sont opposés à ceux des capitalistes, et ce n'est que parce que cette opposition existe qu'ils ont un rôle à jouer. S'ils n'en tenaient pas compte, ils ne représenteraient plus qu'eux-mêmes. Les appareils syndicaux doivent donc - sous peine de provoquer une extension des grèves sauvages - tenir compte des intérêts ouvriers; dans cette

---

(3) En France comme ailleurs, nous avons assisté au va-et-vient des fonctionnaires syndicaux devenant conseillers municipaux, députés ou ministres, redevenant permanents du syndicat, se représentant aux élections, etc. Parmi les plus connus : Lacoste, secrétaire de la Fédération des Fonctionnaires C.G.T. (Ministre de la Production Industrielle); Pineau, secrétaire de la Fédération des Employés C.G.T. (Ministre du Ravitaillement) ; Croizat, secrétaire de la Fédération des Métaux C.G.T. (Ministre du Travail); Marcel Paul, secrétaire de la Fédération de l'Eclairage C.G.T. (Ministre de la Production Industrielle) ; Gazier, secrétaire du Bureau National de la C.G.T. (Ministre de l'Economie). S'il nous fallait citer les conseillers municipaux, les députés et les membres des directions du P.C. et de la S.F.I.O., nous aurions besoin d'un numéro entier de Pouvoir Ouvrier !

mesure, ils sont forcément soumis à la pression de la base, non seulement des adhérents des syndicats, mais de la grande masse des salariés.

En régime capitaliste, la classe ouvrière a besoin d'une organisation de masse permanente pour se défendre quotidiennement. Cette organisation de masse ne peut pas être révolutionnaire, mais elle ne peut pas non plus devenir un simple rouage de l'Etat. Dans ce cas, en effet, les travailleurs chercheraient à créer d'autres organisations. Si celles-ci - quelle que fut leur forme - étaient reconnues, devenaient légales et si elles englobaient des couches importantes de salariés, elles joueraient rapidement, de nouveau, le rôle des syndicats. Si elles n'étaient pas reconnues, si elles restaient illégales, cela voudrait dire que la bourgeoisie créérait d'elle-même les conditions de conflits violents, que le poids social du prolétariat rendrait dangereux pour le régime. Cela signifierait pratiquement l'instauration d'un totalitarisme que la situation du capitalisme et des rapports entre les classes dans les pays avancés n'exigent pas actuellement. L'intégration des syndicats à l'Etat n'apparaît donc pas, surtout en France, comme une nécessité pour la classe dominante.

Mais si les syndicats actuels ne sont pas intégrés à l'Etat, leur adaptation au système capitaliste a atteint un tel degré que leur capacité d'organiser et de contrôler les travailleurs s'en trouve sérieusement affaiblie. En effet, les limites que la politique dirigiste et planificatrice de l'Etat impose pratiquement à l'action syndicale "réformiste" sont désormais très étroites. La bureaucratie des syndicats est par nature portée à les accepter. Mais, ce faisant, elle ôte presque toute efficacité à cette action, même au niveau quotidien le plus élémentaire. Elle élargit ainsi la distance qui la sépare des militants de base et des travailleurs en général.

Dans ces conditions, quelle peut être la tâche des révolutionnaires qui militent dans les syndicats ?

NOUS PUBLIERONS DANS LE PROCHAIN NUMERO LA DEUXIEME PARTIE DE CET ARTICLE : "LA TACHE DES REVOLUTIONNAIRES DANS LES SYNDICATS".

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LES LECTEURS DE LA MANCHE, DU CALVADOS, DE LA SEINE MARITIME ET DES ALPES MARITIMES PEUVENT SE METTRE EN RAPPORT, S'ILS LE DESIRENT, AVEC DES MILITANTS DE "POUVOIR OUVRIER" DE CES DEPARTEMENTS.

Ecrire à "Pouvoir Ouvrier", 22, rue Léopold-Bellan, Paris 2e. qui transmettra.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-